



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Service Prévention des Risques Anthropiques - Pôle Risques
Accidentels
5, rue Charles le Payen
CS 50551 - POLYgone - Bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INEOS COMPOSITES FRANCE

ZI Nord
BP 17
55400 Étain

Références : -
Code AIOT : 0006200802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement INEOS COMPOSITES FRANCE implanté ZI Nord 8 Rue des Fontanges 55400 Étain. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement ALTA PERFORMANCE MATERIALS anciennement INEOS COMPOSITES FRANCE, implanté 8, rue des Fontanges 55400 ÉTAIN. La visite a pour objectif de s'assurer, par sondage, du respect des prescriptions relatives aux risques accidentels que peuvent présenter ces installations notamment au regard des risques générés par les équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- Code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS COMPOSITES FRANCE
- ZI Nord 8 Rue des Fontanges 55400 Étain
- Code AIOT : 0006200802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site ALTA PERFORMANCE MATERIALS anciennement INEOS COMPOSITES FRANCE de Etain est autorisé pour la production de résines polyesters. De par la nature des produits mis en oeuvre, le site présente des zones ATEX. Le site contient une certaine quantité de produits inflammables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
6	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la surveillance du parc des équipements sous pression soumis à suivi en service exploité par la société ALTA PERFORMANCE MATERIALS sur le territoire de la

commune d' ETAIN (55400). L'Inspection de l'Environnement est chargée, en application de l'article L. 557-46 du code de l'environnement, de la surveillance des équipements sous pression. Les constats établis par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence les non-conformités suivantes :

- la liste des équipements prévue au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié est incomplète ;
- deux équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 sont en retard de requalification périodique ;
- quatre équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 ne sont pas suivis.

Compte tenu de ces constats, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport. L'Inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la Préfecture de la Meuse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste d'équipements transmise présente des non-conformités. Le type d'équipement exigé par l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple n'est pas indiqué. La colonne BIIC n°574, le condenseur BIIC n°568 du réacteur 1 BIIC n°564, la colonne BIIC n° 573 et le condenseur BIIC n°569 du réacteur 5 BIIC n°566 n'apparaissent pas dans la liste d'équipements. Ces équipements soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 ne sont pas suivis. La liste indique que les équipements ci-dessous sont suivis en régime général alors qu'ils sont suivis par le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 20 juillet 2020 : <ul style="list-style-type: none">- Echangeur à plaques CIAT n°EXEL 14.50 ;- Echangeur à plaques CIAT n°EXEL 14.70 S ;- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231812 ;- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231803 ;- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231839. L'exploitant n'a pas su nous transmettre tous les caractéristiques de la tuyauterie alimentant l'installation, notamment la PS de l'équipement.

Il existe un risque que cet équipement soit soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 et ne soit pas suivi.

La chaudière vapeur BACOCK WANSON n°19701, le ballon retour condensas BS Nova Apparatebau GmbH présentent des valeurs de PS différentes selon les onglets de la liste d'équipement fournis.

Il existe un risque que ces équipements soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 ne soient pas suivis avec leurs PS correctes.

Le 05/06/2025, l'exploitant a transmis une liste d'équipements mise à jour.

Celle-ci indique le régime de surveillance des équipements "CTP systèmes frigorifiques" des équipements suivants :

- Echangeur à plaques CIAT n°EXEL 14.50 ;
- Echangeur à plaques CIAT n°EXEL 14.70 S ;
- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231812 ;
- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231803 ;
- Compresseur hermétique DANFOSS n°SA11 5231839.

Les PS des équipements sous pression chaudière vapeur BACOCK WANSON n°19701, le ballon retour condensas BS Nova Apparatebau GmbH sont correctement inscrits dans la liste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

[...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de

l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

Le contrôle a porté sur quatre équipements suivis :

- Réacteur 3 BIIC n°565 (PS = 2,5 bar, Volume = 14600L) ;
- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) ;
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) ;
- Chaudière vapeur BABCOCK WANSON n°19701 (PS = 10 bar, Volume = 3500 L).

Les dossier des équipements suivant ne comporte pas l'ensemble des informations requises par l'article 6-I de l'arrêté du 20 novembre 2017.

- Réacteur 3 BIIC n°565 (PS = 2,5 bar, Volume = 14600L) : ne comporte pas les comptes rendus des contrôles réglementaires réalisés en 2022 ;
- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : ne comporte pas les comptes rendus des contrôles réglementaires réalisés en 2022 ;
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : ne comporte pas les comptes rendus des contrôles réglementaires réalisés en 2022 ;
- Chaudière vapeur BABCOCK WANSON n°19701 (PS = 10 bar, Volume = 3500 L) : la notice de l'équipement indique des analyse d'eau et des paramètres à suivre pendant son exploitation. Les comptes rendus d'analyses d'eau réalisées ne font pas apparaître de suivi des paramètres "dosage des phosphates" et dosage des chlorures". Ce suivi des paramètres est prescrit dans la notice d'exploitation.

Le 05/06/2025, l'exploitant a transmis des justificatifs :

- Réacteur 3 BIIC n°565 (PS = 2,5 bar, Volume = 14600L) : attestation de requalification périodique n°15719749/S2.2.1.RQ en date du 04/08/2022 ;
- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : compte rendu d'inspection périodique n° 15719749/S1.1.3.IP en date du 04/08/2022 ;
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : compte rendu d'inspection périodique n° 15719749/S1.1.1.IP en date du 04/08/2022.

Le 06/06/2025, l'exploitant a transmis trois analyses d'eau de la chaudière vapeur BABCOCK WANSON n°19701 présentant un suivi des paramètres phosphates et chlorures :

- relevé du 09/10/2024 à 10h ;
- relevé du 05/02/2025 à 10h ;
- relevé du 20/05/2025 à 10h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la

<p>maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation des équipements sous pression n'est pas formellement reconnu apte à la surveillance et à la prise d'initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Le 05/06/2025, l'exploitant a transmis une liste du personnel habilité à la conduite et la surveillance des installations signée le 02/06/2025 par le directeur du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

L'examen a été mené par sondage.

Les comptes rendus des inspections périodiques datées de 2022 concernant les équipements suivant n'ont pas pu nous être présentés :

- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) ;
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L).

Le 05/06/2025, l'exploitant nous a transmis les comptes rendus d'inspections périodiques concernant les équipements pré-cités.

- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : compte-rendu n°15719749/S1.1.3.IP
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) : compte rendu n°15719749/S1.1.1.IP

Les inspections périodiques concluent à la conformité des équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

[...]

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

Les équipements suivants sont en retard de requalification périodique :

- Condenseur R3 BIIC n°1095 (PS = 3 bar, Volume = 425 L) ;
- Condenseur R4 BIIC n°1096 (PS = 3 bar, Volume = 425 L).

L'exploitant n'a pu nous fournir les comptes rendus contrôles réglementaires du réacteur R3 BIIC n°565 réalisés en 2022.

Le 06/05/2025, l'exploitant a transmis l'attestation de requalification n°15719749/S2.2.1.RQ en date du 04/08/2022 du réacteur R3 BIIC n°565 concluant à la conformité de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]

Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.

[...]

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

Les équipements sont maintenus en bon état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...]V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.[...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

- Réacteur 3 BIIC n°565 : la soupape ALSTHOM n°209115 est tarée à 2 bar ; les disques de rupture REMBE n°0602022 et n°0602157 sont tarés à 2.25 bar (inférieures à la PS de l'équipement = 2,5 bar)
- Condenseur R3 BICC n°1095 : la soupape LESER n°10282110 est tarée à 2 bar (inférieure à la PS de l'équipement = 3 bar).

Type de suites proposées : Sans suite